



@Assemblée.nationale

© paulmebertrand.fr



Danièle OBONO

Députée de Paris



Tous mes meilleurs vœux pour cette nouvelle année !

Bilan 2024

À L'ASSEMBLÉE

€ UN BUDGET AU SERVICE DU PEUPLE

À l'occasion de l'examen du budget 2025, nous sommes parvenu-es à construire des majorités et à faire adopter de nombreuses mesures sous forme d'amendements.

- **Gratuité totale de l'école** : 6,2 milliards d'euros
- **Création d'un corps de fonctionnaires d'AESH** : 700 millions d'euros
- **Plan Grand âge (rénovation EHPAD, augmentation et formation des personnels...)** : 600 millions d'euros
- **Taxation des multinationales sur leurs activités réalisées en France** : 26 milliards d'euros
- **Taxation des superprofits des multinationales** : 5 milliards d'euros

Le gouvernement Macron-Barnier n'a retenu absolument aucune de ces mesures de bien commun, nous l'avons censuré !

Au total : +75 milliards de recettes supplémentaires obtenues sur les très hauts revenus et les grandes entreprises - 17 milliards de dépenses fiscales (baisse TVA, aides aux collectivités, suppression taxation électricité...) ➡ 58 milliards de recettes votées par le NFP.

EN COMMISSION

828
amendements
déposés

247
amendements
adoptés

EN SÉANCE

359
amendements
déposés

35
amendements
adoptés



⌚ RETRAITES : ON NE LÂCHE RIEN !

Comme nous nous y étions engagé-es solennellement après son passage en force en 2023 et lors de la campagne législative de 2024, dès le début de ce nouveau mandat nous avons continué la bataille parlementaire pour abroger l'inique réforme qui a reculé l'âge de départ à la retraite à 64 ans. Nous avons inscrit à l'ordre du jour de notre journée d'initiative parlementaire une nouvelle proposition de loi LFI d'abrogation. Le texte a été adopté en commission mais en séance, se sachant minoritaires, le gouvernement et le bloc bourgeois macronistes ont organisé une obstruction indigne en déposant plus de 1000 amendements, nous empêchant d'aller jusqu'au vote. Face aux ennemis des travailleur-euses, nous nous battons jusqu'à l'abrogation de cette loi.

♀ INSCRIRE LE CONSENTEMENT DANS LA LOI

Des juristes, magistrat-es, professionnel-les du droit, associations féministes le demandent. Les conventions internationales et les organisations de défense des droits humains nous y enjoignent. Plusieurs pays européens nous montrent la voie. Pour mieux lutter contre les violences sexuelles, il faut définir le consentement dans le code pénal. Notre proposition de loi, rejetée en commission par l'alliance des macronistes et du RN puis empêchée d'être débattue en séance à cause de l'obstruction macroniste sur l'abrogation de la réforme des retraites, aura permis d'ouvrir enfin le débat parlementaire à ce sujet.

EN CIRCONSCRIPTION



103

courriers aux autorités
sur des problématiques
individuelles et collectives



47

rencontres
avec des collectifs
d'habitant-es, associations,
élèves, syndicats



9

balades parlementaires
à la rencontre
des initiatives locales



12

commémorations
et rencontres
institutionnelles



6

participations
à des mobilisations
locales



2

collectes
de solidarité



VICTOIRE POUR L'ÉCOLE EVA KOTCHEVER

Après plus de 4 années de revendication de la part des parents d'élèves, équipes enseignant-es et élu-es, dont plusieurs interpellations de Danièle Obono au recteur, l'école Eva Kotchever, à Chapelle international (18^e) est enfin intégrée au réseau d'éducation prioritaire (REP). La lutte, coordonnée et déterminée, a fini par payer !



DÉFENDRE LE CENTRE DE SANTÉ STALINGRAD

Alors que le manque d'offre de soins accessibles est déjà alarmant à Paris, la Caisse nationale d'assurance maladie prévoit la fermeture de plusieurs centres de santé parisiens, et notamment de nombreux services du centre de la Cramif à Stalingrad (19^e). Une décision incompréhensible et inadmissible contre laquelle nous devons nous mobiliser en nombre.



PAS D'ENFANTS À LA RUE : LE COMBAT CONTINUE

Chaque nuit, à Paris, des enfants et leurs familles dorment dans la rue alors qu'il y a des milliers de logements et bâtiments vides disponibles. L'an passé, grâce à la belle mobilisation des parents d'élèves, enseignant-es et associations, le lycée Valadon (18^e) a été ouvert pour héberger quelques familles. C'est maintenant du lycée Brassens (19^e) dont le collectif demande la mise à disposition. Le combat continue !



FAIRE RESPIRER LA PLACE DE LA CHAPELLE

Le quartier de la place de La Chapelle (18^e) fait face depuis longtemps à de nombreuses nuisances et difficultés : bruits, pollutions, congestion du métro, encombrement des trottoirs, faible diversité des commerces, trafics, rixes... Danièle Obono, qui a déposé en 2022 une demande de commission d'enquête sur le bilan de la politique de la ville, a de nouveau cette année interpellé les autorités sur ces différents sujets.



@Claire-Jacquim

ne pas jeter sur la voie publique

NOUS RENCONTRER

EN MAIRIE, SUR RENDEZ-VOUS

Mardi 14h dans le 18^e

(1, place Jules Joffrin)

Jeudi 10h dans le 19^e

(5-7, place Armand Carrel)

@ contact@deputee-obono.fr

09 61 68 60 35

NOUS CONTACTER

Danièle Obono

Assemblée nationale

126 rue de l'Université 75007 Paris

daniele.obono@assemblee-nationale.fr

01 40 63 61 08

deputee-obono.fr

NOUS SUIVRE

@Deputee_Obono @deputeeobono.bsky.social

@deputee_obono @DeputeeObono

deputee_obono Députée Obono

@deputee_obono https://t.me/DeputeeObono

Députée Obono